|  |  |
| --- | --- |
|  | **Un autre regard sur le travail est-il encore possible ? 11/2015**  On nous dit qu’il n’y a plus de travail pour tout le monde, la cause étant la mécanisation de l’activité, et que donc, il faut partager le travail entre tous et laisser plus de loisirs aux travailleurs.  Les choses seraient-elles si simples ? Car, il y a d’autres problèmes ! D’abord le partage des richesses. Force est de constater, que les bénéfices des entreprises ne sont pas redistribués aux travailleurs, mais prennent la forme de dividendes réservés aux investisseurs financiers. L’outil industriel robotisé est donc principalement dans les mains des financiers.  Les travailleurs sont une minorité délaissées qui perdent beaucoup d’énergie à un jeu ressemblant à celui de chaises musicales qui implique de nombreuses institutions : le système éducatif et le système du chômage notamment.  Si on fait le bilan économique de ce phénomène, on peut dire qu’il y a beaucoup de pertes d’énergies au niveau des travailleurs qui se dépatouillent dans ce jeu de chaises musicales impliquant largement la responsabilité du système éducatif et de tous les systèmes administratifs dépendant d’une approche sélective ou élitiste du travail. Notons que l’administration du chômage est évidemment concernée ! On peut donc parler d’enlisement économique quand on voit qu’une grande part d’énergie ne produit de pain pour personne. Il s’agit d’un combat servant à faire émerger des plus forts et noyer des plus faibles.  D’ailleurs à ce niveau à quoi bon distinguer le travailleur du trader ! Voilà pourquoi de plus en plus de personnes pensent à un revenu universel de base garanti pour assurer à chacun une vie décente sans devoir se livrer à des démarches stupides au niveau des institutions du chômage et autres… Mais tout ça repose sur cette vision qu’il n’y a pas de travail pour tout le monde et que le seul problème est le partage des richesses. C’est ici qu’il faut nuancer et faire intervenir l’aspect écologique de la question. Le « travail » dont nous parlons , quand on dit qu’il n’y a pas de travail pour tout le monde, est un travail fortement automatisé, dépendant d’un système industriel très énergivore, très polluant et très émetteur de gaz à effet de serre. L’idée donc serait de valoriser un autre type de travail qui serait lui dépolluant ou créateur de systèmes sociaux mieux harmonisés à la biodiversité, aux équilibres naturels, à la gestion des réserves de matière première et d’eau potable, et faiblement émetteur de gaz à effet de serre. Une foule d’initiatives ponctuelles font la démonstration que ce secteur économique pourrait se développer… Pensons à l’agro-écologie ou à la permaculture… Il y a enfin un aspect lié aux effets négatifs du chômage systémique que le revenu universel ne ferait qu’entretenir si on le présentait comme « solution universelle » ! Un homme qui ne travaille pas, est un homme qui se dégrade et qui détruit son potentiel créatif. De plus ce même homme est plus exposé au risque de devenir délinquant, drogué, criminel, voire terroriste… Toutes ces déviances ont un coût, mobilisent des énergies policières et autres qui s’inscrivent au passif de l’économie. Un homme valorisé pour le travail qu’il fait, s’édifie, c’est-à-dire devient meilleur aujourd’hui que l’homme qu’il était hier ; le mot « meilleur » englobant tant l’aspect physique que spirituel.  Voilà pourquoi les économistes devraient mettre l’accent sur l’importance de valoriser un autre type de travail, basé d’une part sur l’importance d’entretenir le potentiel physique et spirituel de tout être humain et d’autre part sur l’urgence de faire émerger des modèles sociaux alternatifs durables sur le plan écologique et donc de dissuader les jeunes de s’enliser dans les files d’attente que sont de longues études, ou de longs processus de formations si ceux-ci sont déconnectés du monde du travail. En effet, l’urgence écologique est une « entreprise » qui devrait embaucher un grand nombre de personnes, mais comme il s’agit souvent de long terme, le financement ne suit pas. Les intérêts financiers font avancer la société sans aucune vision écologique et envoie donc le monde vers un avenir sombre et dégradé… Le système financier qui est la main invisible du capitalisme est donc incapable de donner du crédit à une vision écologique et durable de la planète. Voilà pourquoi il devient urgent de penser à des monnaies alternatives capables de « financer » de nouveaux types d’entreprise. La notion de bien commun est une base de réflexion. Elle repose sur le principe que l’édification économique d’une région dépend exclusivement de l’entretien du bien commun de cette région et celui-ci est étroitement lié à l’équilibre écologique et à l’inclusion sociale de tous. En effet, le bien commun est aussi le fait de l’activité qui le développe, dans le sens où celle-ci constitue une source d’édifications personnelles par le travail. Si ce travail peu qualifié n’est pas valorisé par des salaires, il faut imaginer un « financement alternatif », indépendant d’un processus procurant des intérêts au secteur bancaire. C’est dans ce sens que Choix Solidaire a proposé l’idée d’émettre une monnaie complémentaire (sous une forme fondante) pour rétribuer tous les acteurs du bien commun (reconnus comme tels par une équipe citoyenne). Cette monnaie peut être émise sur des comptes personnels par le service comptable de Choix Solidaire. « 1 chs » (un choix solidaire) a la valeur d’une heure de participation individuelle pour le bien commun local. Avec Choix Solidaire on dit aussi, qu’actuellement 1 chs vaut 6 € quand il est question d’achats.  Cette valorisation symbolique quantifiée par Choix Solidaire dépend d’équipes citoyennes étroitement liées à des associations favorables à une gestion écologique de l’environnement et à plus de solidarité vers les personnes en difficulté. Choix Solidaire propose donc de donner à ces équipes la gestion de budgets mensuels chs qu’elles devront ventiler au profit de celles et ceux qui ont participé au projet de ces associations et qui acceptent une « valorisation chs » pour leur travail. Afin que ce « chs » ne soit pas qu’honorifique, et puisse servir de monnaie d’échange occasionnel pour un réseau sensible à la valorisation de cette participation, Choix Solidaire propose aux commerçants et à tous les établissements brassant une clientèle locale, d’afficher leur soutien à Choix Solidaire, en mettant à disposition des « bons d’achat », ou plus généralement des « notes de crédit » disponibles contre des paiements chs qui peuvent s’effectuer par virements entre comptes concernés. |